

### Editorial

## Le Niger a faim... de bonne gestion.

**N**iaméy, mai 2005: Le nombre d'enfants victimes de malnutrition sévère admis dans les centres de Médecins sans frontières a augmenté de près de 30% en une semaine. Un problème qui fait couler beaucoup d'encre et pas assez de fonds, contrairement au tsunami avec un rapport proportionnellement inversé. Le gouvernement a lancé un appel à la "communauté internationale" pour sauver les 3,6 millions de personnes touchées, sur une population de 12,4 millions d'habitants.

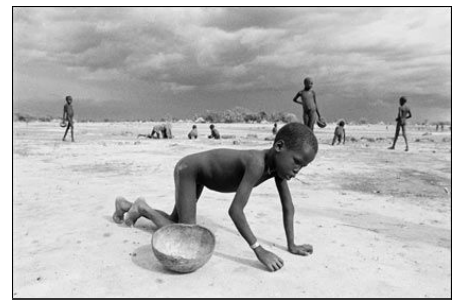
Dans cette sous-région, la France veille encore au grain, notamment au travers de la zone CFA. Dans ce pays aride qui parvient d'ordinaire à assurer tant bien que mal une certaine autosuffisance alimentaire, la conjonction de trois facteurs a précipité la crise alimentaire : l'invasion des criquets pèlerins et un déficit hydrique sévère. Parmi les dernières actions du régime au milieu de cette catastrophe, on peut noter la répression des étudiants opposés à la marchandisation de l'Université, de certains organisateurs du Forum social nigérien, des syndicalistes en grève contre le nouveau plan de retraite des fonctionnaires, des principaux dirigeants de la Coordination Démocratique de la Société Civile du Niger (CDSCN), qui ont organisé la mobilisation populaire (mars-avril 2005), avec une manifestation de plus 100.000 personnes à Niamey, contre la TVA et la vie chère.

L'intelligentsia africaine se mobilise contre le flagrant déficit de solidarité internationale dans un drame humain aussi criant. "Tous les indicateurs étaient dans le rouge", rappelle Johanne Sekkenes, chef de la délégation de Médecins sans frontières au Niger. "La communauté internationale a échoué à mettre en place un plan d'urgence en réponse à cette crise", ajoute-t-elle. Selon les estimations des Nations unies, 800.000 enfants souffrent actuellement de la faim au Niger, dont 150.000 en état de sévère malnutrition. *Le Niger est pourtant le troisième producteur mondial d'uranium.*

Afrology parle de bonne gouvernance: un concept défaillant dans ce pays où une saine répartition des richesses et une planification réaliste auraient permis, sinon d'éviter la crise, du moins en atténuer les effets. L'intervention ratée de Tandja dans la récente crise togolaise laisse planer de sérieux doutes sur ses projets de développement pour le continent. On ne peut pas continuer à compter sur l'aide internationale et des dirigeants médiocres pour construire les États. Le troisième facteur de cette crise humanitaire est donc politique.

Au delà des vices et lacunes du gouvernement Tandja, l'échec africain de la France (métropole), est une fois de plus consacré, ses intérêts préservés...

La rédaction



Les enfants grattent. Les dirigeants aussi. À une autre échelle...

**Sénégal** : deux hydrocéphalies opérées pour la première fois avec succès.

**Karthoum**: Après la tragique disparition de John Garang, Salva Kiir prend la tête du Mouvement populaire de libération du Soudan et devient le vice-président du plus grand pays d'Afrique.

### SOMMAIRE

Éditorial

I. L'image du mois :  
 John Garang.....2

II. Togo : renouveler la  
 classe politique.....2

III. Économie : OMC  
 Solidarité sans contre-  
 parties ?.....3

IV. Société: Diversités  
 et emploi.....4

V. Politique : La gou-  
 vernance en Afrique..5

Annonces - Liens

AOÛT 2005

Afrology

L'afrologie se veut une étude de l'organisation des structures sociales contemporaines de l'Afrique. Elle place au cœur de toute mutation sociale en Afrique la notion de l'identité...

Afrology est un Think Tank basé à Bruxelles. Il milite pour l'interdépendance entre les États...

## Image du mois

### Soudan : violentes émeutes après la mort de J. Garang



*Le chef sudiste soudanais John Garang, leader de la lutte sudiste depuis plus de vingt ans, qui était depuis moins d'un mois vice-président du Soudan, est mort dans un accident d'hélicoptère, a annoncé le président Omar al-Béchir, et son décès a déclenché des émeutes qui ont fait au moins quatre morts.*

John Garang, 60 ans, et 13 autres personnes ont été tuées lorsque l'hélicoptère de la présidence ougandaise qui ramenait d'Ouganda le leader sudiste s'est écrasé samedi soir dans les montagnes du Sud-Soudan, a annoncé le président Béchir dans un communiqué lu par un présentateur à la télévision soudanaise.

"La présidence de la République a continué à suivre les informations sur la disparition de l'appareil du premier vice-président John Garang, et il a été totalement confirmé qu'il s'est écrasé après avoir percuté la chaîne de montagne des Amatonj dans le sud du Soudan, en raison de problèmes de visibilité", indique le communiqué. La chaîne des Amatonj est située dans l'État soudanais d'Equatoria, près de la frontière avec l'Ouganda.

**letogolais.com**

"Il en est résulté la mort de John Garang et de six personnes qui l'accompagnaient, ainsi que des sept membres de l'équipage de l'appareil présidentiel ougandais", ajoute le communiqué.

"La cause (du crash) est simplement le mauvais temps", a déclaré un responsable ougandais sous le couvert de l'anonymat.

John Garang était entré en fonction comme premier vice-président du Soudan le 9 juillet dernier, en vertu de l'accord de paix signé le 9 janvier à Nairobi et qui a mis fin à 21 ans de guerre civile entre l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) et les autorités de Khartoum. La disparition du chef historique de la SPLA (Armée de libération des peuples du Soudan) porte un coup au processus de paix venu récemment mettre fin au plus vieux conflit d'Afrique, 21 ans de guerre entre le Nord majoritairement musulman et le Sud, chrétien et animiste, guerre qui a fait au moins deux millions de morts. On en espérait aussi des répercussions positives au Darfour, région de l'Ouest en guerre depuis 2003.

Son décès semble curieusement arriver bien à point pour beaucoup de personnes...

01 août 2005 - Avec AFP, Lefigaro.fr et Edicom.ch

## ARTICLES RÉCENTS

### Opposition togolaise L'exigence inconditionnelle d'une relève...

C'est une exigence de l'art du combat de renoncer à une stratégie ou une technique d'attaque si elle reste infructueuse à la suite de plusieurs tentatives. Le combat contre un ennemi demande une disposition technicotactique et stratégique qui doit être revue régulièrement à la suite des feedback que sont l'effet de la technique sur l'adversaire ; quantifié en terme de dommages, et aussi par rapport à ses capacités de réaction.

Ces critères, certes, n'épuisent pas la logique du combat, mais ils permettent de se réorganiser en cas de faillite stratégique, et d'anticiper une riposte éventuelle en cas de succès. C'est un état d'esprit dont l'acquisition ne demande pas une présence ennuyeuse dans une salle de classe ou la participation à un séminaire à l'Université, ou encore moins la galère dans une école militaire. C'est à partir des situations quotidiennes auxquelles notre condition d'humain nous confronte que se dégage cette ligne de conduite et dont l'évidente transposition à des échelles variées de lutte pour la survie ne fait plus l'objet d'un débat.

**Togo:** De la nécessité d'un suivi des dépenses:

Le RPT et ses 5 généraux gèrent d'une main de fer et dans une totale opacité le pays depuis la fin Eyadéma. Trois mois après la nomination de Faure, quels bilans? L'UE a-t-elle financé les dernières élections? Comment l'argent a-t-il été distribué? Quelle est la part réservée à la CEDEAO?

Lire le rapport d'Amnesty sur la situation. Document Public Index AI : AFR 57/012/2005. Disponible sur Afrology.

Un individu, une personne ou un groupe engagé dans un combat ne gagne pas nécessairement ; l'excuse des rapports de force ou de moyens logistiques indigents permet de croire en la possibilité d'une victoire future si les conditions auxquelles sont liées cette carence viennent à changer. Mais que l'insuccès soit dû à l'économie de ces règles basiques du combat, c'est toute la lutte qui perd son sens et la possibilité d'une victoire, chimérique ; encore qu'il faille assumer l'atteinte gratuite à l'intégrité physique et morale des combattants. Bref engager une lutte dans des conditions pareilles relève de l'amateurisme, de la stupidité, et d'une propension morbide au suicide. Malencontreusement, tout porte à croire que l'opposition togolaise dite radicale s'est inscrite dans cette voie mortifère et engage ainsi à l'aveuglette la destinée de toute une génération de citoyens épris de changement.

Korh pour Afrology

## Afrology

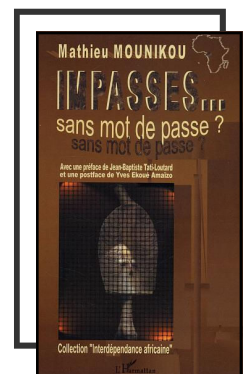
Pour les versions complètes des articles et dossiers, aller sur <http://www.afrology.com>

## PUBLICATIONS

**Impasses...** celles dont la vie est faite, sous toutes les latitudes, et singulièrement sous le ciel d'Afrique dont la croix du sud éclaire la nuit.

**sans mot de passe**, celui qui oriente la démarche et soutient la marche dans le labyrinthe; et permet peut-être de sortir des dédales. Le mot qu'il s'agit de trouver, ou alors, il faut l'inventer. Pour accéder tant soit peu au sens de l'aventure humaine, condition sine qua non pour le pouvoir d'agir sur la réalité, de l'état de sujet agissant, il faut passer à celui de la conscience.

Mathieu Mounikou



## OMC : Solidarité sans contreparties pour les pays faiblement industrialisés ?



*Si l'on se réfère au communiqué du G 8 de Gleneagles de juillet 2005, il faut se réjouir du renouvellement des engagements des pays riches envers l'Afrique. Le G 8 a réaffirmé l'urgence des actions convergentes et complémentaires qui peuvent conduire à une croissance durable autoentretenu avec comme conséquence, la fin de la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'Occident.*

### 1. Mettre en pratique les bonnes intentions du G 8

L'essentiel des bonnes intentions affichées se résume en des actions sélectives portant principalement sur la bonne gouvernance, la santé, l'éducation, et les facilités commerciales pour améliorer les échanges mondiaux. Les décisions sur le commerce furent refoulées vers l'organisation mondiale du commerce (OMC) qui poursuit son cycle de négociation dans le cadre de l'agenda de Développement de Doha. Sur le volet "agriculture", les gouvernements africains se sont engagés à investir un minimum de 10 % de leur budget national pour ce secteur qui occupe l'essentiel de la population active africaine.

### 2. Bilan mitigé à l'OMC entre 2001 et 2005 et besoin d'originalité

La vieille séparation entre pays industrialisés et pays en développement est devenue obsolète sans que pour autant les alliances et les groupes au sein de l'OMC n'en aient pris conscience. Il n'est plus possible de trouver un consensus durable, entre autres, sur les subventions agricoles sans promouvoir d'abord des négociations au niveau de groupes régionaux avant des les clôturer au plan global. Il s'agit en fait de l'approche du "bas vers le haut" qui n'a pas encore vraiment été expérimentée à l'OMC. L'Afrique subsaharienne tend à avoir une position "protectionniste" selon le motif qu'il faille éviter de bloquer l'émergence d'une forme locale d'industrialisation au nom d'une certaine équité mondiale. Toutes ces considérations qui ont des conséquences directes sur la vie des milliers de personnes et le niveau de pauvreté doivent pouvoir être prises en compte. Il faut espérer que les États-unis, dans leur rôle de "leadership mondial", fassent le premier pas en annonçant unilatéralement le début de la fin des subventions sur les produits agricoles au plan domestique. Le riz et le coton serviront de tests en attendant des concessions volontaires, sélectives et graduelles des PI et des PE en faveur des PFI. L'érosion des barrières tarifaires devrait rapidement se généraliser, offrant alors une véritable avancée vers la libéralisation du marché mondial et la promotion d'une société ouverte.

### 3. Vers une refondation de l'OMC

Au-delà de la formule mathématique qui sera éventuellement retenue pour calculer les concessions acceptables de part et d'autre sur le dossier «agriculture», la réussite des négociations commerciales en cours dépend fondamentalement de la

volonté politique des PI de faire des sacrifices. Ils doivent se rappeler qu'ils sont, avec les nouveaux pays émergents, les seuls à avoir unilatéralement tiré le meilleur parti des précédents cycles de négociations.

### Conclusion : réaliser l'agenda de Doha à Hong Kong

Tout succès au cours de la conférence ministérielle de Hong Kong reposera sur la volonté des parties en présence d'introduire de la flexibilité dans les exigences de contreparties sur le dossier «agricole». La levée simultanée des subventions agricoles des PI à l'endroit des PFI sonnera enfin l'ère de l'engagement réel des PI de faire des sacrifices dans le commerce mondial. Il s'agira alors, sans doute, de la plus significative mise en pratique de bonnes intentions du G 8. Cela devrait agir comme un effet de levier sur la création de richesse au profit des PFI. Cet accélérateur de la réduction du fossé commercial ne peut qu'augmenter les chances d'atteindre les objectifs du millénaire du développement des Nations Unies et de contribuer "proactivement" à l'éradication de la pauvreté. Tout blocage du dossier «agriculture» risque de paralyser les autres dossiers en négociation. La flexibilité pourra s'apparenter à :

### Afrology

1. Des suppressions graduelles des protections des PI sans contrepartie pour les PFI ;
2. La suppression graduelle des protections des PE sans contreparties pour les PFI ;
3. La suppression graduelle des protections des PI avec des contreparties pour les PE ;
4. L'autolimitation des exportations des PE vers les PI dans le cadre de normes de progressivité acceptées d'un commun accord.



La contractualisation de ces quatre ententes devrait être soutenue par un calendrier précis de mise en œuvre et d'un fonds d'assistance technique permettant de soutenir la préparation des dossiers pour les pays manquant de capacités. Ce fonds devrait aussi permettre de soutenir les demandes diverses de renforcement des capacités commerciales et productives des PFI et d'aider à la constitution de dossiers juridiques pour soumission à l'Organe des règlements des différends de l'OMC en cas de non-respect des engagements pris par les parties.

Cette approche pourrait, après une période "rodage" de 12 mois, servir de nouveau cadre transparent de travail. Les pays émergents pourraient éventuellement demander des exceptions à ces nouvelles règles si des engagements concrets vis-à-vis des PFI, notamment dans le cadre d'actions en faveur de l'intégration régionale ou de la coopération sud-sud, sont reconnues et saluées par toutes les parties en présence.

La politique nationale portant sur le développement commercial, industriel et de l'emploi décent pourra de moins en moins évoluer en isolation de celle promue aux niveaux global et régional. En prendre conscience, c'est faire preuve d'anticipation et de modernité. Les PFI en sont capables s'ils font entendre leurs voix à l'OMC.

Yves Ekoué Amaïzo  
Économiste à l'ONUDI, s'exprime ici à titre personnel.  
Publications et articles sur <http://www.afrology.com>

## Une fois sur deux, la discrimination raciale freine l'embauche...



*Des cadres africains s'indignent; ils se veulent constructifs mais réclament des solutions.*

Afrology et *Africagora Belgium* ont organisé le 18 mai 2005 un séminaire sur l'exclusion et l'emploi. Il y a été notamment question de discrimination à l'emploi et du développement des capacités productives de la diaspora...

À qualifications égales, tout le monde n'est pas égal devant le travail. D'après l'enquête publiée ce jeudi dans Trends Tendances, un recruteur sur deux avoue préférer embaucher une personne de «souche» européenne. D'après l'enquête, 40% des dirigeants estiment que le fait d'être d'origine étrangère constitue le premier facteur de discrimination dans la vie professionnelle. Il y a donc bien une barrière à l'embauche pour les candidats allochtones. C'est alarmant; qu'elles le veuillent ou non, les entreprises sont au pied du mur: la multiculturalité s'impose à elles.

«Les employeurs doivent comprendre que la diversité est une chance de trouver d'excellents candidats», explique Dogad Dogoui, président d'Africagora, une association de cadres, d'entrepreneurs et de chefs d'entreprise engagés dans l'insertion professionnelle et l'intégration des citoyens originaires d'Afrique en France et qui a ouvert récemment une antenne en Belgique.

Africagora a ainsi invité mercredi à Bruxelles des membres des gouvernements fédéral et bruxellois, et de la Commission européenne pour faire le point sur la question. "Les entreprises doivent mettre en place des procédures de gestion de la discrimination. Et les pouvoirs publics peuvent les y aider", affirme Dogad Dogoui. Et c'est ce qu'ils font, petit à petit comme l'expliquera le ministre Benoit Cerexhe.

### La charge de la preuve

La loi belge "anti-discriminations" du 25 février 2003 a intégré les directives européennes contre la discrimination raciale en matière d'emploi.

Elle prévoit que si le travailleur se plaint de discriminations, il revient à l'employeur d'apporter la charge de la preuve. En fait, la loi soumet la dénonciation des discriminations à des "tests de situation". Il ne reste qu'à prendre les arrêtés d'application mais ils se font attendre et la charge de la preuve qui devrait incomber à l'employeur reste donc à charge des victimes.

A entendre Josy Dubié, député à la Communauté française et sénateur en 2003 lors de l'adoption de la loi, "on note pourtant une avancée puisqu'en 2004 la Poste a été déclarée en partie responsable du suicide d'un facteur pour n'avoir rien fait face au harcèlement par ses collègues. C'est une première", considère-t-il. Il rappelle aussi que l'accord interprofessionnel prévoit toujours, dans le cadre du plan Rosetta, qu'un engagement d'une personne d'origine étrangère pèse double dans l'obtention d'une réduction des charges sociales.

Dubié suggère même d'exiger des entreprises qu'elles précisent dans leur bilan social la composition de leur personnel, jusqu'à réclamer de celles qui n'engagent pas d'allochtones de se justifier.

A Bruxelles, le ministre Cerexhe a annoncé la publication d'une charte bruxelloise pour la diversité (juridiquement non contrai-

nante). Il propose la mise en place de "stratégies": cerner l'évolution statistique des pratiques discriminatoires, sensibiliser à l'éducation civique dans le secondaire, faciliter l'accès aux chèques-langues, et encourager la création d'écoles en immersion linguistique. Photo: M. Emagna - Délégué.

Participants: Creyf's - Randstad - Forem - Ecolo - CECLCR - Cdh - MR - Guy Kahn - Y.E. Amaïzo...

Inspiré de S.L.  
Source: Journal L'Echo du 19/05/05

## Afrology

### Europe: Discriminations

Bien que les minorités arabes et africaines représentent plus de 10 % de la population, elles sont quasiment absentes au sein de l'élite...

### Africagora...



Créé le 6 mars 1999 à Paris par Dogad Dogoui [photo], chef d'entreprise d'origine africaine, le Club AFRICAGORA est une association sans but lucratif de 160 cadres, chefs d'entreprises, professions libérales et élus locaux de toutes tendances politiques, engagés dans la promotion sociale et l'intégration professionnelle, économique et civique des citoyens originaires d'Afrique et des DOM-TOM.

A travers les témoignages et la valorisation de parcours exemplaires et de réussites, les 3000 sympathisants du réseau établis à travers des clubs relais dans 18 villes de l'hexagone et 3 villes européennes (Bruxelles, Madrid, Genève), AFRICAGORA conçoit et réalise des actions d'aide à l'orientation professionnelle (choix des filières porteuses), de création d'entreprise (gestion de projets) et de parrainage, notamment pour les jeunes diplômés et les porteurs de projets.

## OHADA.com

### Professional Network International

Professional Network International (PNI) est un réseau international créé depuis une dizaine d'années à Londres et à Bruxelles par des juristes, avocats et consultants internationaux, afin de réunir des juristes, avocats, consultants, chefs d'entreprises, Experts des finances et autres professionnels du monde entier. L'objectif étant de réunir à la fois leur talent et leur expertise au profit des clients, entreprises privées et publiques ou des individus.

Nos bureaux sont situés dans le quartier des affaires de Bruxelles, à proximité de la Commission européenne et du Parlement européen.

P.N.I. fait actuellement une offre promotionnelle pour celles et ceux qui souhaitent développer leurs activités à Bruxelles en minimisant leurs charges.

Nous offrons à vos membres la domiciliation de leur adresse commerciale à Bruxelles pour 25 euro par mois. Ils disposeront d'une adresse commerciale, d'une ligne télécopie permanente, de la mise à disposition et du renvoi de leur courrier, des facilités de services administratifs, de traduction, de location à la carte d'un bureau meublé et d'une salle de réunion ou de séminaire. D'autres services sont possibles: réservation de chambres d'hôtels, organisation d'une réunion, etc.

Pour toute information, nous contacter au : +32-494.436022 ; +32-2-732.5663 ; Fax : +32-2-734.9985 ; +32-71.885117

## POLITIQUE

### La bonne gouvernance en Afrique...

L'Afrique est au coeur de tous les grands débats actuels sur des thèmes aussi vagues que le progrès économique et social, la santé ou la politique. Très peu d'auteurs osent pourtant se pencher sur le passé récent du continent pour une évaluation des politiques sociales en échec, aussi bien celles initiées par les institutions internationales que les rares entreprises locales. Les grands thèmes à la mode sont désormais la mondialisation, la dette, la démocratie ou le sida. Mais on oublie à chaque fois de s'accorder sur le contenu des thèmes retenus. Rien d'étonnant alors de voir la plupart de ces programmes voler en éclat, d'échec en échec. Manque de courage, complaisance, négligence ou dédain? Le fait est que pour l'Afrique, tous les bricolages sont acceptables; les dernières élections au Togo sont assez riches en enseignement, avec un scrutin déclaré "globalement satisfaisant" et accepté par la communauté internationale.

Quel devrait être le contenu idéal du concept de "bonne gouvernance" pour ce continent?

### La transparence

L'action politique, les décisions et la prise de décision des administrations publiques devraient, dans une certaine mesure, être ouvertes à l'examen des autres secteurs de l'administration, du Parlement, de la société civile et parfois d'institutions et d'autorités extérieures. Exemple: une cour des comptes ou un conseil supérieur indépendants.

### Le compte-rendu

Comme conséquence de cette transparence, les administrations publiques devraient alors être capables et désireuses de montrer en quoi leur action et leurs décisions sont conformes à des objectifs précis et convenus.

### L'efficacité

Les administrations publiques s'attachent à une production de qualité, notamment dans les services rendus aux citoyens, et veillent à ce que leurs prestations répondent à l'intention des responsables de l'action publique.

### La réceptivité et le respect

Les autorités publiques ont les moyens et la flexibilité voulus pour répondre rapidement à l'évolution de la société, tiennent compte des attentes de la société civile lorsqu'elles définissent l'intérêt général et elles sont prêtes à faire l'examen critique du rôle de l'État. Il faut généraliser le principe de la bonne information des administrateurs, citoyens et des tiers. C'est comme partout dans la vie, l'information c'est le nerf de la guerre. L'action sociale est faussée lorsque l'information est mauvaise. En Afrique, les cadres ne sont pas mis en place pour l'écoute et le respect du citoyen; l'employé de l'administration est souvent perçu comme un prince élu.

### La prospective

Les autorités publiques sont en mesure d'anticiper les problèmes qui se poseront à partir des données disponibles et des tendances observées, ainsi que d'élaborer des politiques qui

tiennent compte de l'évolution des coûts et des changements prévisibles (démographiques, économiques, environnementaux, par exemple).

### La primauté du droit

Les autorités publiques font appliquer les lois, la réglementation et les codes en toute égalité et en toute transparence. Ils en respectent eux aussi les textes; les militaires ne sont pas des juges ou des justiciers...

Gustav Ahadji

**africagora** 

#### Annonces - Agenda

**12/13-08 2005** - L'Organisation Mondiale Panafricaine (O.M.A) organise conférence sur l'actualité du Panafricanisme à Bonn en Allemagne.

**03/06-11 2005** - 37ème assise de la Presse Francophone. Lieu : Lomé/Togo

**12/17-09 2005**, NEPAD: La semaine de l'investissement de la diaspora en Afrique, Londres.

**Afrology**

### Liens

Pazisma Corporation: Étude des marchés émergents (Canada). [Http://www.pazisma.ca](http://www.pazisma.ca)

Menaibuc: Maison d'édition (Paris-France), librairie Afrique. [Http://www.menaibuc.com](http://www.menaibuc.com)

Davide Espresso: Certainement un des meilleurs cafés. Location-dépôt. [Http://www.davideferrari.com](http://www.davideferrari.com)

Africagora: Le cercle des entrepreneurs et cadres africains de la diaspora. [Http://www.africagora.org](http://www.africagora.org)

LeTogolais: Journal d'information en ligne sur le Togo. [Http://www.letogolais.com](http://www.letogolais.com)

PCI: International Consulting - ILC House - Avenue Emile Max, 91-93 à 1030 - Bruxelles

HotOak: Des services gratuits sur internet. Conversion de documents et d'images... [Http://www.hotoak.com](http://www.hotoak.com)

  
Ferrari



**Think Tank Afrology:** Yves Ekoué Amaïzo - Maximin Emagna - Médard Amévi Atiopou - Gustav A. Ahadji - Noël Kodja - Korh...



Adresse : Avenue Emile Max, 91-93 1030 - Bruxelles  
webmaster@afrology.com  
Internet : <http://www.afrology.com>